



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE CE "NOUVEAU" GOUVERNEMENT POUR UNE MÊME POLITIQUE ANTI-OUVRIERE REPRENDRE L'OFFENSIVE POUR LES STOPPER !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 9 JUILLET 2020

Ce lundi, l'Élysée a dévoilé la composition du « nouveau » gouvernement. Sur 31 ministres, 23 en faisaient déjà partie. Et malgré l'abstention massive et la déroute du parti présidentiel aux élections municipales, Macron a prévenu: il compte poursuivre tous azimuts l'offensive anti-ouvrière entamée en 2017.

Interrogé par la presse régionale sur la « philosophie du plan de relance » qu'il promet, il n'a pas hésité à répondre, avec le mépris social qui est sa marque de fabrique :

« Nous devons collectivement rompre avec ce qui est la maladie française : la préférence pour le chômage », regrettant « un système très généreux qui [l']indemnise » !

Et la désignation de Jean Castex - ex-conseiller de Sarkozy - au poste de Premier ministre vient confirmer ce choix d'un gouvernement de combat contre les travailleurs et les classes populaires.

LA LOGIQUE

DE LA RENTABILITÉ

DANS L'HOPITAL PUBLIC, C'EST LUI

Inconnu du grand public, cet énarque de droite est un vieux briscard de la politique, dont les hospitaliers ont déjà fait l'amère expérience. En 2006, en tant que principal promoteur de la "tarification à l'acte", il a introduit les logiques de rentabilité à l'hôpital, responsables - entre autres - de l'insuffisance du nombre de lits et de matériel et de l'accroissement de la pression subie par les salarié.e.s.

Une politique qu'il souhaite poursuivre, lui qui compte bien se débarrasser rapidement du "Séguir" de la santé, alors même que les quelque 6,8 milliards d'euros promis par Véran, ministre de la santé, sont très loin du compte revendiqué par les hospitaliers.

QUAND L'ÉTAT FINANCE

L'EXPLOSION DU CHÔMAGE

Et comme « la crise a aggravé fortement le déficit de nos régimes de retraite » - selon ce que Jean Castex vient d'expliquer au *Journal du dimanche* - il s'agira également de régler « à court terme » les

réformes des retraites et de l'assurance chômage, contestées lors de tant de manifestations par les salariés.

Faire travailler plus longtemps par un allongement de la durée de cotisation et diminuer les pensions de retraite et les allocations chômage, sans oublier la fin des 35 heures, voilà le programme gouvernemental, alors même que pleuvent les annonces de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises ou encore de ventes de sites, laissant des milliers de salariés sur le carreau.

Après les 15.000 suppressions d'emplois annoncées par Renault fin mai (dont 4.600 en France), les 15.000 annoncées par Airbus (dont 5.000 en France), les 8.000 envisagées par Air France (dont 7.580 en France) viennent s'ajouter à la longue liste des Nokia, Daimler, Bayer, Sanofi, Altice Media, etc.

Ces entreprises ont pourtant largement profité des millions du chômage partiel et des milliards distribués à fonds perdus : huit pour l'automobile, quinze pour l'aéronautique...

UN NOUVEAU PREMIER MINISTRE



L'URGENCE A PRENDRE

NOS AFFAIRES EN MAIN

Mais les capitalistes et le gouvernement qui espèrent profiter des vacances pour faire passer leurs crasses ne sont sûrement pas au bout de leurs surprises.

Le déconfinement a déjà été marqué par des manifestations importantes d'hospitaliers, de salariés de Renault, de sans-papiers ou encore de jeunes contre les violences policières. Preuve que les travailleurs n'accepteront pas de prendre des coups sans résister.

À Lannion, ce sont près de 5.000 personnes qui se sont mobilisées ce samedi 4 juillet, en soutien aux 402 salariés de Nokia menacés de licenciement. Même chose à Tulle où 1.500 personnes ont manifesté, aux côtés des 368 salariés de l'équipementier automobile BorgWarner.

Mais dès la rentrée de septembre, nous devons préparer la construction d'un « tous ensemble » si nous voulons véritablement nous donner les moyens de ne plus payer leurs crises.

COVID : POUR QUI LA FACTURE ? MACRON EN FLAGRANT DÉLIT DE MENSONGE

L'«*argent magique*» qui n'existait pas pour les hôpitaux a soudain coulé à flots depuis le Covid: des milliards ont été empruntés par l'Etat pour faire face à l'urgence. A la télé, le 14 juin, Macron le promettait : « *Pas d'impôts nouveaux pour financer ces dépenses* ».

Pourtant dès le lendemain, il faisait discrètement voter par les députés une loi transférant à la CADES (Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale) 92 milliards des dépenses liées au Covid (baisse de cotisations patronales, chômage partiel...) La CADES a été fondée en 1996 par Juppé, pour reprendre les déficits passés de la Sécu et nous les faire payer au moyen d'un impôt appelé CRDS, prélevé sur nos revenus : salaires, pensions, allocations chômage... La dette devait s'éteindre en 2024.

Avec 92 milliards de plus, ce sera en 2033. Neuf ans de plus donc à payer cette CRDS, dont le produit trouve pour l'essentiel son origine dans les revenus des classes populaires. Il n'était pas question pour Macron d'envisager un prélèvement exceptionnel sur le « capital ».

LE 14 JUILLET, A PARIS, AUX CÔTES DES PERSONNELS DE SANTÉ

Malgré les milliards d'euros d'aides aux entreprises, les annonces de plans sociaux se multiplient dans tous les secteurs. Air France, Renault et les autres empochent les milliards d'un gouvernement qui ne veut surtout pas leur interdire de supprimer des emplois. Il « comprend » leurs problèmes. Mais pour l'hôpital et ses personnels, il n'y aura que des médailles et un plan au rabais. Alors qu'une catastrophe sociale terrible se profile pour les mois qui viennent, l'heure est à la remobilisation générale.

Dans ce contexte, plusieurs organisations syndicales de l'Ile de France appellent à manifester à Paris, le 14 juillet à 14h, place de la Bastille : aux côtés des personnels de santé, pour l'emploi, les salaires et les services publics. Au moment où Macron paradera de son côté, il est bon que la colère sociale se fasse entendre.

FAIRE BARRAGE A LA RÉPRESSION ANTISYNDICALE

Depuis 2017, de la SNCF aux gilets jaunes ou autres, les mobilisations sociales ont été confrontées aux violences policières. Mais aussi, à la Poste, à la SNCF ou à la RATP, dans l'Education Nationale ou ailleurs, à une multiplication de procédures répressives, jusqu'au licenciement parfois, de syndicalistes. Près de Rouen, dernièrement, conseils de discipline pour deux salariés de l'HP de Saint-Etienne-du-Rouvray, coupables d'avoir dénoncé les mauvaises conditions sanitaires de travail avec les patients.

Dans le secteur privé, au Leclerc de Saint-Pierre-lès-Elbeuf, le patron est un adepte du management par la peur et le harcèlement. Malheur au salarié qui envisagerait de broncher. Quant à Sébastien, le délégué CGT qui s'obstine à dénoncer ses

méthodes et à défendre pied à pied ses collègues, le directeur cherche depuis longtemps à le briser. Peine perdue : la liste CGT avait remporté haut la main les élections, et une belle manifestation de solidarité avec Sébastien a circulé dans les allées du magasin ce mardi matin.

CONVENTION CLIMAT : MACRON FAIT SON MARCHÉ

On n'attendait pas de la Convention Climat des propositions révolutionnaires. Il en est néanmoins sorti un certain nombre de propositions de bon sens. Mais même dans celles-là, en contradiction avec sa promesse de s'en saisir « *sans filtre* » Macron a fait son « *choix* ». Pas question de remettre en cause l'accord de libre échange Europe-Canada; pas question d'aller vers la suppression du trafic intérieur aérien pour 2025; pas question évidemment d'envisager une taxe de 4% sur les dividendes des plus grosses entreprises pour financer la transition écologique. D'où vont donc sortir les 15 milliards promis pour verdier sa politique ?

A l'Assemblée, où se discute le projet de budget rectificatif, sa majorité refuse de revenir sur les cadeaux fiscaux faits aux riches et aux entreprises; refuse d'alléger la TVA sur les voyages en train, refuse d'imposer aux entreprises des contreparties dignes de ce nom aux milliards d'aides qui leur sont accordés. Un tout petit zeste de vert dans une grande priorité à une relance de l'économie au profit des actionnaires: le « *nouveau chemin* » de Macron n'est ni vert, ni social.

ISRAËL - PALESTINE UN PLAN D'ANNEXION INTOLÉRABLE

Depuis la proclamation de l'indépendance en 1948, il n'a jamais été question pour les dirigeants israéliens de partager la terre avec les Palestiniens. Avec l'occupation de la Cisjordanie en 1967, ils voulaient contrôler le plus de territoire possible. En rendant la vie impossible aux palestiniens pour qu'ils quittent leurs terres, ils voulaient faire d'Israël un Etat « des juifs ». En multipliant les « colonies israéliennes » en territoire palestinien, ils voulaient rendre impossible toute existence d'un Etat palestinien indépendant.

Avec l'aval de Trump, Netanyahu voulait en juillet faire un pas de plus en annexant purement et simplement le territoire de toutes les colonies juives de Cisjordanie et de la vallée du fleuve Jourdain. Ne resteraient aux palestiniens que des petits bouts de territoires privés de réserves en eau et de terres fertiles. Il est encore temps de mobiliser pour empêcher ce forfait. Et d'obliger la France et l'Europe à des sanctions fortes contre Israël, à commencer par la rupture de tous les accords de coopération avec cet Etat voyou.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «*auto-critique*» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique